

Un avenir qui ne réjouit pas les syndicats

Pour les syndicats, « le démantèlement des Finances publiques » a commencé depuis plusieurs années et n'est pas fini. Ce qui a conduit l'intersyndicale à mener plusieurs actions ces derniers mois pour dénoncer ces pratiques. « Ainsi, le 1^{er} janvier 2020, la trésorerie de Mondoubleau a fermé. En début d'année, c'est aussi le service aux entreprises de Vendôme qui a fermé ses portes. Sur les dix agents de ce service, quatre ont rejoint le service des entreprises de Blois où il y a un surcroît de travail mais avec un effectif moindre », annonce Nicolas David, secrétaire du syndicat CGT Finances publiques de Loir-et-Cher.

Et au 1^{er} juillet prochain, la disparition du numéraire est annoncée pour tout le département. Il ne sera plus accepté d'espèces dans les centres des Finances publiques. « Ce seront des commerçants d'utilité locale qui collecteront les espèces pour les Impôts. Il y aurait 31 commerçants de ce type en Loir-et-Cher. »

Les trésoreries de Mer, Bracieux, Morée et Montrichard devraient fermer au 1^{er} janvier 2021 ; les autres restantes baisseront le rideau au 1^{er} janvier 2022. « Même si des Maisons de services au public

existent sur le territoire, elles n'hébergeront pas des agents pérennes des impôts. Rencontrer un agent des impôts ne pourra se faire que sur rendez-vous, mais ces agents auront de plus en plus de difficultés à recevoir avec moins d'effectif. »

Les organisations syndicales redoutent la suppression d'une vingtaine de postes dans les finances publiques en Loir-et-Cher d'ici deux ans. L'avenir ne les réjouit pas. « En 2023, nous devons entamer la révision de la valeur locative des habitations. Mais on se demande comment nous allons faire avec moins d'agents », s'inquiète Nicolas David.

« Nous avons un pouvoir qui ne discute pas avec nous, ni même avec les élus locaux dont beaucoup s'opposent à ce plan de réorganisation, confie Sylvain Chardon, secrétaire de Solidaires-Finances publiques. Tout est déjà ficelé. On veut au moins un vrai cadre de concertation. »

En ce moment, la difficulté pour les syndicats est de mener deux combats de front : celui de la réorganisation des Finances publiques et celui contre le projet de réforme des retraites.